

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE

Armée de terre

INSTRUCTION

relative aux décisions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française qui ont été blessés en mission ou au cours d'un engagement opérationnel.

Du 14 juillet 2001

CABINET DU MINISTRE.

INSTRUCTION relative aux décisions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française qui ont été blessés en mission ou au cours d'un engagement opérationnel.

Du 14 juillet 2001

NOR D E F M 0 1 5 1 4 7 6 J

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 311-6.2.3.

Référence de publication : BOC, 2001, p. 3915.

Art. 1er. La présente instruction définit les modalités d'application :

- du premier alinéa de l'article 21-14-1 du code civil relatif aux conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers engagés dans les armées françaises qui ont été blessés en mission au cours ou à l'occasion d'un engagement opérationnel ;
- du second alinéa de l'article 21-14-1 précité relatif aux conditions d'acquisition de la nationalité française par les enfants mineurs des militaires étrangers engagés dans les armées françaises qui ont été tués en mission au cours ou à l'occasion d'un engagement opérationnel.

Art. 2. Toute demande en vue d'acquérir la nationalité française au titre du premier alinéa de l'article 21-14-1 du code civil est déposée auprès de l'autorité militaire dont dépend l'intéressé, qui procède à la constitution du dossier.

La demande formée au titre du second alinéa de l'article précité est déposée, soit auprès de l'autorité militaire mentionnée à l'alinéa précédent, soit auprès de l'autorité militaire la plus proche du lieu de résidence si le mineur réside sur le territoire français, soit auprès de l'autorité consulaire française si le mineur réside à l'étranger.

Art. 3. La demande formée au titre de l'alinéa premier de l'article 21-14-1 du code civil est accompagnée de toutes pièces utiles, notamment :

- la copie intégrale de l'acte de naissance du demandeur ;
- tous documents justifiant qu'il est engagé dans les armées françaises et qu'il a été blessé en mission au cours ou à l'occasion d'un engagement opérationnel ;
- le cas échéant, la copie intégrale des actes de naissance de ses enfants mineurs étrangers qui résident avec lui de manière habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce ainsi que les pièces de nature à établir cette résidence.

Art. 4. La demande formée au titre du second alinéa de l'article 21-14-1 du code civil est accompagnée de toutes pièces utiles, notamment :

- la copie intégrale de l'acte de naissance du mineur ;
- tous documents justifiant que le parent du mineur était engagé dans les armées françaises et qu'il est décédé des suites de blessures survenues en mission au cours ou à l'occasion d'un engagement opérationnel ;

- tous documents prouvant que le mineur résidait, au jour du décès, avec ce parent de manière habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce ;
- si le mineur est âgé de moins de 16 ans, les documents prouvant que la personne qui le représente exerce à son égard l'autorité parentale ;
- le cas échéant, la copie intégrale des actes de naissance des enfants étrangers du mineur qui résident avec lui de manière habituelle ou alternativement dans le cas de séparation ou de divorce ainsi que les pièces de nature à établir cette résidence.

Art. 5. Dès la production des pièces prévues aux articles 3 et 4, l'autorité qui reçoit la demande délivre un récépissé constatant cette production.

Art. 6. Le ministre de la défense vérifie que les conditions prévues à l'article 21-14-1 du code civil sont remplies et que la demande est recevable au regard des dispositions de l'article 21-27 du même code.

Dans l'affirmative, il propose au Premier ministre de conférer par décret au demandeur la nationalité française.

Dans le cas contraire, il notifie sa décision motivée au demandeur au plus tard dans le délai de deux mois suivant la délivrance du récépissé mentionné à l'article 5.

Art. 7. La francisation des nom et prénom peut être demandée dans les conditions prévues à l'article 42 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 du relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française.

Art. 8. Le décret portant acquisition de la nationalité française comporte les nom, prénoms, date et lieu de naissance de l'intéressé et, éventuellement, de celui ou de ceux de ses enfants susceptibles d'acquérir de plein droit la nationalité française en vertu de l'article 22-1 du code civil.

Lorsque le décret portant acquisition de la nationalité française ne peut être produit, sa preuve peut résulter d'une attestation constatant l'existence du décret, délivrée par le ministre de la défense, à la demande de l'intéressé, de son représentant légal, de ses parents ou alliés ou des administrations publiques françaises ou, à défaut, par la production de la copie intégrale de l'acte de naissance de l'intéressé, l'extrait de cet acte ou le livret de famille sur lesquels figure la mention du décret d'acquisition de la nationalité française en application de l'article 28 du code civil.

Le ministre de la défense informera le ministre chargé des naturalisations des acquisitions de la nationalité française en vertu de l'article 21-14-1 du code civil.

Art. 9. La présente instruction sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la défense.

Le ministre de la défense,

Alain RICHARD.